

Extrait de : "Revue française d'études politiques africaines"

n° 78

juin 1972

La crise scolaire : un détonateur

La grève scolaire a été centrée sur deux thèmes revendicatifs : 1) l'exigence de la démocratisation de l'enseignement qui s'est surtout exprimée dans la demande du rétablissement du concours national d'entrée en classe de seconde ; 2) le rejet de l'enseignement en français, des programmes importés de l'ancienne métropole, le positif étant la demande d'un enseignement en langue malgache fondé sur la culture nationale (les jeunes manifestants de Majunga défilaient derrière une pancarte portant ces mots : « Les gaulois ne sont pas nos ancêtres »).

Ou'y a-t-il derrière la demande du rétablissement du concours national d'entrée en seconde préparé et popularisé par les services du ministère de l'éducation nationale et supprimé brutalement en février ? Quelques chiffres tout d'abord : 3 000 élèves de troisième dans les lycées d'état, autant (3 000) dans les C.E.G. ; par contre ils sont 14 000 dans les établissements privés payant dont la plupart relèvent du charlatanisme (il faut en exclure quelques centaines d'élèves des collèges confessionnels de grand luxe réservés aux européens et à quelques descendants de la haute bourgeoisie malgache). Les places dans les classes de seconde des lycées d'état (un peu plus de 3 000) sont réservées aux lycéens eux-mêmes (75 % environ) ; ainsi la masse des élèves des C.E.G. et des établissements privés sont contraints de s'arrêter au B.E.P.C. (avec ou sans diplôme) et leur avenir immédiat est le chômage, en effet en 1972 30 000 titulaires du B.E.P.C. n'ont pas de travail. De plus l'accès au lycée d'état (la sixième) est réservé

BIBLIOTHÈQUE
SCD-2

C.R.S.T.O. ...

n° : 22.519

B

aux enfants d'une étroite minorité (politiciens, fonctionnaires de haut rang, gros commerçants européens), cet accès est dominé par un intense trafic d'affluence; en règle générale, les riches peuvent envoyer leurs enfants dans les établissements publics gratuits et les pauvres dans les établissements privés payants et médiocres; de cette manière la minorité dirigeante se reproduit elle-même, elle bloque le système scolaire à son niveau.

Le concours national d'entrée dans les classes de seconde des lycées d'état est perçu comme donnant une chance égale à tous ceux qui ont atteint la troisième, partant une chance égale à tous de pénétrer sur la voie majestueuse du baccalauréat et de l'enseignement supérieur; une chance égale à tous d'accéder à la fraction supérieure de la bourgeoisie; en effet dans un pays où n'existe point une classe capitaliste nationale, le diplôme scolaire est l'instrument principal d'accès aux postes de direction principalement dans l'appareil étatique, secondairement dans ceux des entreprises étrangères.

Ce concours national d'entrée en seconde représente pour les scolaires et leurs parents un moyen d'arracher à la minorité dirigeante son monopole d'accès aux diplômes.

Ce thème de revendication a deux caractéristiques: 1) il est fondé sur une illusion, celle de l'égalité des chances à travers un concours alors que l'organisation de l'enseignement donné par des professeurs français, un milieu familial francisé auraient joué un rôle dominant et les lycéens auraient maintenu leur position favorable; 2) il est conservateur, il est centré sur l'exigence de l'égalité dans l'accès à la haute bourgeoisie, partant il est conservateur du pouvoir néo-colonial et du rôle qu'y joue l'enseignement.

Quoi qu'il en soit ce thème a eu un poids considérable dans la mobilisation générale, il est à l'origine de la massivité quantitative des manifestations (la foule des scolaires des C.E.G. et des établissements privés), il est surtout à l'origine de l'extension géographique du mouvement qui, parti de Tananarive, s'est étendu à toutes les villes du pays; il a soudé dans une opposition commune la petite bourgeoisie de Tananarive à celle des villes de province, qui jusque là étaient la clientèle sur laquelle s'appuyait le régime; aussi lorsqu'il a été mis en question par les manifestations de masse de Tananarive, il avait perdu le soutien de sa propre base retournée contre lui (manifestations dans les villes de province), a fortiori a-t-il été incapable d'amorcer une quelconque mobilisation en sa faveur.

Cette analyse révèle l'exclusion de la paysannerie (85 % de la population) de la question scolaire; cette exclusion est fondée

sur le fait que les enfants des villages n'ont quasi aucun moyen d'accéder dans le secondaire (entrée en sixième); les chiffres globaux disent que 50 % des enfants d'âge scolaire entrent effectivement dans le primaire et 2,6 % seulement entreront en sixième; ces chiffres qui intéressent toute la population recouvrent l'exclusion effective de la quasi-totalité de la paysannerie de l'entrée dans le secondaire. Ainsi la crise scolaire n'a profondément touché que la population urbaine, dressée contre un régime fermant l'accès à la minorité privilégiée. Cette exclusion de la paysannerie aura un grand poids lorsque la crise scolaire débouchera sur la mise en question du pouvoir néo-colonial; elle restera spectatrice, ce qui permettra la restauration par les généraux.

Le deuxième thème de mobilisation (rejet de l'enseignement étranger, revendication d'un enseignement à contenu national) est d'une toute autre nature. Son origine peut être recherchée dans l'intelligentsia nationaliste tananarivienne (enseignants et étudiants) à laquelle d'ailleurs le gouvernement avait fait quelques concessions, ainsi le département de littérature malgache à l'université. En pénétrant dans la masse des scolaires, partant dans l'ensemble de la population urbaine, cette revendication prend une signification politique décisive. Il apparaît que c'est à travers ce thème (qui contient la dénonciation des accords culturels avec la France) que les militants du Monima ont poussé à l'approfondissement, et partant à la politisation de la grève scolaire.

Quel est l'enjeu impliqué dans le contenu national ou étranger de l'enseignement? Il est de taille, si on en juge par l'entêtement des gouvernants qui — pendant douze années — ont refusé avec quelle passion de céder sur ce terrain. Quel rôle joue l'enseignement dans le pouvoir néo-colonial?

1. Former des nationaux pour occuper les postes de direction aux différents niveaux de l'appareil étatique et des entreprises étrangères; son contenu étranger est là déterminé par la nature de la décolonisation qui a eu pour objectif de malgachiser les postes tout en maintenant identiques les rapports qu'ils déterminent.

2. Il a aussi un rôle idéologique essentiel: il est le lieu où s'édifie une classe dirigeante qui établit la rupture hiérarchique qui la sépare de la masse de la population en étant installée dans la proximité des étrangers (l'ex-métropole); ce rôle idéologique se localise à deux niveaux:

- a) la classe dirigeante légitime sa position par le savoir acquis, le diplôme exhibé;
- b) la masse des enfants (et, par eux, l'ensemble de la population) intégrée dans le primaire est impliquée dans une unité avec la classe dirigeante, et elle y occupe la position subalterne.

L'enseignement est le lieu principal où se constitue d'un côté le fondement idéologique de la position de la classe dirigeante, de l'autre le maintien de sa subordination à l'ex-métropole ; ce rôle de l'enseignement explique comment une révolte qui s'est édifiée en lui a pu être radicalisée jusqu'à devenir une mise en question du pouvoir néocolonial ; la dénonciation des accords de coopération culturelle s'est approfondie en mise en cause générale de la subordination à l'ancienne métropole toujours omniprésente.

Les gouvernants entre le 13 et le 15 mai ont essayé de revenir en arrière, en réenfermant la situation dans le seul domaine de l'enseignement (éviction du ministre responsable, commission et négociation) ; actuellement la même procédure est reprise (négociation ayant pour objet la réforme de l'enseignement). La signification politique contenue dans le maintien ou le rejet de l'enseignement français reste entière.

La révolte scolaire, qui est le prologue à la semaine du 13 au 20 mai, apparaît fondée sur la contradiction entre une mobilisation massive faite autour du thème conservateur de l'égalité des chances dans le cycle secondaire ; il a enfermé sur elle-même la population des villes, excluant la paysannerie ; il a aussi fondé l'unité entre Tananarive et les villes de Province, ôtant ainsi au gouvernement « tsirananiste » sa clientèle. Le pouvoir néo-colonial a été mis en question à travers le thème du contenu de l'enseignement ; lorsque à partir du 13 mai la crise scolaire a débouché sur un assaut contre le régime, les termes édifiés durant les semaines précédentes ont été déterminants : unité des populations urbaines de la capitale et des provinces, exclusion de la paysannerie (alors qu'il y avait eu la révolte du Sud un an auparavant, 1-2 avril 1971) ; ce qui a rendu possible le rétablissement du pouvoir néo-colonial autour des généraux.

G. A.

Althabe (Ecard)